

Une place pour chaque enfant dans les structures d'accueil

Pourquoi ?

- Favoriser l'accès et l'égalité d'emploi des mères et des pères.
- Socialiser les enfants dès leur plus jeune âge pour mieux les ouvrir au monde, notamment scolaire.

Nous demandons

- Des offres d'accueil de qualité en suffisance, accessibles géographiquement et financièrement à toutes les familles.
- Une garantie d'accès pour chaque enfant à de l'accueil scolaire et extra-scolaire jusqu'à 12 ans, inscrite dans la constitution du droit de l'enfant.

Pour des centres de vacances accessibles à toutes les familles

Pourquoi ?

- Favoriser l'autonomie des jeunes.
- Faciliter le développement positif de la vie affective, relationnelle et sexuelle.
- Apprendre à vivre ensemble dans le respect des différences.

Nous demandons

- De renforcer les partenariats entre les écoles et les organisations de jeunesse, notamment pour la mise à disposition des bâtiments durant les congés scolaires.
- De mieux financer les lieux de collectivités.
- De maintenir l'animation et la coordination de ces centres de vacances par des jeunes volontaires.
- D'augmenter les moyens alloués à la formation de jeunes animateur·trice·s et de coordinateur·trice·s de centres de vacances bénévoles.

Pour une école égalitaire qui aide à grandir

Pourquoi ?

- Permettre à chaque enfant de bénéficier d'une éducation de qualité quelles que soient ses origines, ses croyances, ses différences...
- Favoriser la construction d'une société plus égalitaire.
- Développer les compétences des enfants en respectant leurs différences, en les valorisant et en développant leur confiance en eux.

Nous demandons

- De donner des engagements fermes et concrets, dans le Pacte pour un Enseignement d'excellence, quant à la lutte contre les inégalités scolaires, génératrices d'inégalités sociales.
- De favoriser les ponts entre les acteur-trices du monde scolaire et du monde associatif pour développer l'éducation non formelle à l'école.
- D'abandonner le recours à l'échec comme réponse aux difficultés scolaires et permettre aux enseignant.e.s d'acquérir d'autres stratégies en améliorant leur formation initiale et continuée.

Pour une égalité des genres

Pourquoi ?

- Lutter contre les discriminations envers les enfants et les jeunes qui sortent du cadre imposé par la société.
- Offrir une éducation qui n'enferme pas les garçons et les filles dans des rôles stéréotypés.
- Ouvrir le champ des possibles pour que chaque enfant devienne ce qu'elle ou il souhaite, indépendamment de son genre.
- Prévenir les violences notamment sexuelles.
- Offrir une vision des rapports hommes-femmes égalitaires et respectueux.

Nous demandons

- D'aider les écoles à acquérir des outils modernes pour déconstruire les stéréotypes de genre.
- De sensibiliser le personnel éducatif à la déconstruction des stéréotypes de genre.
- De disposer d'un guide de bonnes pratiques à destination de auteur-es et des maisons d'édition pour limiter les stéréotypes de genre dans leurs publications.
- De soutenir les initiatives qui visent à contrer les stratégies marketing et les médias qui ont recours aux stéréotypes de genre ou sexistes.
- D'avoir un organe de contrôle publicitaire plus efficace dans la lutte contre les stéréotypes de genre.

Pour un plan de prévention des violences pour lutter contre le harcèlement

Pourquoi ?

- Favoriser, dès le plus jeune âge, l'apprentissage de comportements qui permettent d'éviter les violences et de s'en protéger.
- Diminuer les situations de violence et permettre le bien-être et l'épanouissement de toutes et tous.

Nous demandons

- De prévoir, dans le Pacte pour un Enseignement d'Excellence, un plan d'action concret dans la prévention des violences en milieu scolaire.
- De créer un cadastre des associations et des projets pour mettre en place un plan de prévention au sein d'un établissement scolaire.
- D'intégrer le développement des compétences psychosociales (comme l'empathie, l'estime de soi, la gestion des émotions, du stress...) au sein des projets pédagogiques des établissements scolaires.

Pourquoi ?

- Favoriser la tolérance par rapport aux différents modes de vie, attitudes, valeurs et expression de la sexualité.
- Permettre à chacun de faire ses propres choix en matière de sexualité.
- Prévenir les violences sexuelles en développant des relations affectives et sexuelles respectueuses de soi et des autres.
- Informer sur les aspects physiologiques, cognitifs, sociaux, émotionnels et culturels de la sexualité, de la contraception, des infections sexuellement transmissibles et des violences sexuelles.
- Autoriser chacun et chacune à développer son identité sexuelle et sa propre identité de genre.

Nous demandons

- De renforcer les compétences EVRAS dans l'enseignement via les formations du personnel éducatif scolaire.
- D'encadrer les animations EVRAS par des opérateurs labellisés pour garantir leur qualité.
- De dispenser l'EVRAS de façon globale et transversale, c'est-à-dire tout au long du parcours scolaire, en impliquant toutes et tous les acteur·trice·s de la communauté éducative.

Pourquoi ?

- Ouvrir les horizons en offrant différentes formes d'expressions culturelles.
- Développer l'esprit critique et pousser à la réflexion.
- Proposer des lieux de rencontre et d'expression différents.

Nous demandons

- De financer les établissements culturels pour rendre leurs événements accessibles à toutes et tous.
- De mener une politique d'éducation à la culture efficace pour la rendre familière à l'ensemble de la population.
- De mettre en place une meilleure visibilité des événements culturels.

Pour des repas en collectivité équilibrés et à prix raisonnable

Pourquoi ?

- Prévenir les risques de santé liés à une mauvaise alimentation.
- Eduquer au goût.
- Apprendre à faire ses propres choix alimentaires, ce qui participe au bien-être des enfants.

Nous demandons

- De mieux financer l'offre de repas en collectivité.
- De soutenir les initiatives d'éducation à l'alimentation, dans une dimension de plaisir et de promotion de la santé.
- D'organiser des formations pour le personnel des collectivités.
- De soutenir les projets visant à répondre aux nouveaux défis des repas en collectivités (alimentation végétarienne, végétalienne, hallal, sans gluten...).

Pour former et sensibiliser à la conduite responsable

Pourquoi ?

- Adopter une conduite qui protège des accidents routiers.

Nous demandons

- La généralisation d'une formation à la conduite responsable à toutes les filières d'apprentissage du permis de conduire

Pour une meilleure prévention des risques festifs

Pourquoi ?

- Diminuer les risques auditifs, sexuels et de consommation en milieu festif.
- Réduire les risques routiers et le nombre d'accidents mortels au retour d'événements festifs.
- Informer, sensibiliser et éduquer durablement les jeunes à un comportement responsable en milieu festif.

Nous demandons

- De mettre en collaboration les acteur-trices de prévention et les organisateur-trices d'événements.
- De labelliser les événements festifs qui proposeraient, au minimum, de l'eau, des préservatifs et des bouchons d'oreilles gratuits.
- De mettre sur pied un plan de prévention globale intégrant la sécurité routière.
- De faire des campagnes de sensibilisation pensées en collaboration avec les acteur-trices de prévention.

Pour une dépénalisation du cannabis

Pourquoi ?

- Décriminaliser la vente pour mieux contrôler la qualité des produits, prévenir les risques liés aux consommations et limiter leur accès à un public adulte.

Nous demandons

- De légiférer en faveur d'une dépénalisation du cannabis, tout en relevant le défi de diminuer les risques liés à sa consommation.

Pour une loi claire en matière de vente et de consommation d'alcool

Pourquoi ?

- Eviter les messages paradoxaux, comme celui qu'il y aurait un bon et un mauvais alcool.
- Limiter les stratégies marketing des alcooliers, pour diminuer leur impact sur la population.
- Autoriser les parents à accompagner leur enfant dans la découverte du produit, sans risquer d'être poursuivis s'il n'a pas l'âge légal pour le consommer.

Nous demandons

- De clarifier la loi actuelle en déterminant un âge précis en-dessous duquel la vente d'alcool serait interdit.
- De contextualiser cette loi pour autoriser l'accompagnement parental qui permet une découverte moins « brutale » du produit.
- D'interdire toute publicité pour les produits alcoolisés dans l'espace public.

Pour un enseignement supérieur accessible à toutes et tous

Pourquoi ?

- Permettre aux jeunes de faire les études de leur choix.
- Lutter contre le chômage des jeunes en leur assurant un niveau de formation suffisant pour décrocher un emploi.
- Permettre à l'école d'être un lieu d'ascension sociale qui donne une chance à toutes et tous.
- Eviter aux jeunes d'avoir recours à des moyens de financement qu'ils n'auraient pas choisis comme la prostitution.

Nous demandons

- D'assurer un enseignement obligatoire gratuit pour toutes et tous.
- De renforcer les soutiens financiers aux étudiant-es de l'enseignement supérieur.
- De supprimer le plancher minimum de revenu exigé pour obtenir une bourse d'étude : on ne peut pas être trop pauvre pour étudier !
- De pouvoir percevoir des allocations d'insertion, même si on a terminé ses études après 24 ans. L'octroi de ces allocations ne devrait plus dépendre de l'âge pour que tout le monde puisse poursuivre les études qu'elle ou il souhaite.

Pour une politique de l'emploi juste et équitable

Pourquoi ?

- Favoriser l'accès à des emplois de qualité et bien rémunérés.
- Diminuer le taux de chômage chez les jeunes.
- Prévenir la pauvreté.
- Permettre aux jeunes de se projeter dans l'avenir.

Nous demandons

- De diminuer collectivement le temps de travail sans perte salariale pour créer des emplois durables.
- De permettre une meilleure répartition du travail en assurant une mise à la retraite raisonnable des aînés et donner de l'emploi aux jeunes.
- D'augmenter les aides à l'emploi pour les jeunes.
- D'assouplir les conditions d'accès aux allocations d'insertion.

Pour un accès facilité à un logement de qualité

Pourquoi ?

- Faciliter la prise d'autonomie des jeunes.
- Créer un bouclier contre la précarisation des jeunes en leur assurant un lieu de vie décent.

Nous demandons

- De financer des aides pour l'accès au logement des jeunes.
- D'individualiser les droits sociaux pour supprimer le statut de cohabitant-e et faciliter la colocation.
- D'augmenter l'offre de logements sociaux.
- D'assurer un encadrement plus strict des logements privés, pour garantir un accès à des logements décents à un juste loyer.